

# Conditions générales d'utilisation de la plateforme E-KAIDI

## ARTICLE 1 : Objet

Les présentes « conditions générales d'utilisation » ont pour objet l'encadrement juridique de l'utilisation de la plateforme dédiée aux démarches administratives auprès des ambassades guinéennes hébergée sur le site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) ainsi que des services proposés.

Ce contrat est conclu entre :

Le responsable des sites et des services proposés (Ambassade représentée par l'Ambassadeur ou le Ministère des affaires étrangères et des guinéens de l'étranger), ci-après désigné « le Commanditaire »,

Le gérant de la plateforme(site) internet (A2A Expertise), ci-après désigné « l'Éditeur »,

Toute personne physique ou morale souhaitant accéder au site et à ses services, ci-après appelé « l'Utilisateur »

Les conditions générales d'utilisation doivent être acceptées par tout Utilisateur, et son accès au site vaut acceptation de ces conditions.

Éventuellement :

- En cas de non-acceptation des conditions générales d'utilisation stipulées dans le présent contrat, l'Utilisateur se doit de renoncer à l'accès aux services proposés par la plateforme.
- Le Commanditaire et l'Éditeur se réservent le droit de modifier unilatéralement et à tout moment le contenu des présentes conditions générales d'utilisation.

## ARTICLE 2 : Mentions légales

*Pour les personnes morales :*

L'édition du site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) est assurée par la Société A2A Expertise (Éditeur), SAS dont le siège social est situé au 128 rue la Boétie, 75008 Paris (France).

L'hébergeur actuel du site est la Société OVH, SAS au capital de 420 millions € dont le siège social est situé au Roubaix (France).

## ARTICLE 3 : Accès aux services

Les services proposés sur [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) sont réservés aux citoyens guinéens.

Tous les citoyens guinéens ayant accès à internet peuvent accéder gratuitement et depuis n'importe où au site. Les frais supportés par l'Utilisateur pour y accéder (connexion internet, matériel informatique, etc.) ne sont à la charge ni de l'Éditeur, ni du Commanditaire.

Les services suivants ne sont accessibles pour l'Utilisateur que s'il est membre du site (c'est-à-dire qu'il est identifié à l'aide de ses identifiants de connexion) :

- Démarches administratives : demandes de documents consulaires

La plateforme est disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un événement hors du contrôle de l'éditeur et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement.

Les interventions de maintenance pourront être effectuées sans que les Utilisateurs aient été préalablement avertis.

## ARTICLE 4 : Tarifs et conditions de paiement

Les Tarifs des frais de dossiers sont indiqués avant tout paiement et sont périodiquement révisés. Chaque ambassade guinéenne fixe et gère indépendamment les tarifs liés aux frais des documents consulaires qu'elle délivre.

Après la création d'un dossier sur la plateforme, l'utilisateur est automatiquement redirigé vers une plateforme sécurisée de paiement dont la gestion est assurée par un prestataire dédié de paiement en ligne choisi par le Commanditaire en accord avec l'Editeur.

Le paiement en ligne des frais du dossier créé, plus les frais associés au mode de livraison choisi lors de la création du dossier, est effectué par l'utilisateur en saisissant le numéro de carte bancaire, sa date de validité et les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de la carte bancaire, directement sur la plateforme sécurisée du prestataire de paiement choisi par le commanditaire.

Le paiement en ligne par carte bancaire est assuré par la solution sécurisée en mode 3D secure qui intègre un procédé de cryptage en mode SSL (Secure Socket Layer).

L'Utilisateur est facturé à la date de création du dossier. Les sommes dues sont exigibles dès la date de facturation.

Le tarif facturé à l'Utilisateur enregistré est celui en vigueur lors de sa démarche sur le Site.

Le débit de la carte bancaire de l'Utilisateur enregistré sera effectué dans la devise du pays hôte de l'ambassade qui traitera le dossier, immédiatement après la validation de la saisie des informations de la carte bancaire de l'utilisateur sur la plateforme de paiement sécurisée du prestataire de paiement choisi par le commanditaire.

Les informations bancaires (compte ou cartes) de l'utilisateur ne sont pas et ne seront jamais enregistrées sur le Site.

Dans le cas où le paiement est rejeté par la banque de l'utilisateur, le dossier créé sera automatiquement mis en abandon.

Toute réclamation ou contestation de facture de l'utilisateur peut être formulée par l'envoi d'un courrier électronique ou par courrier postal adressé au consulat de l'ambassade dont dépend l'utilisateur.

Toute réclamation ou contestation de facture de l'Utilisateur enregistré peut être formulée par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : [consulats@ambaguinee.org](mailto:consulats@ambaguinee.org) ou par courrier postal adressé au consulat de l'ambassade dont dépend l'utilisateur.

## ARTICLE 5 : Conditions de remboursement

En cas de rejet ou abandon de dossier pour l'un des motifs suivants, l'Utilisateur ne sera pas remboursé et ne pourra en aucun cas l'exiger :

- Fausse déclaration ou déclaration erronée
- Falsification de documents
- Soumission de justificatifs frauduleux ou non authentique
- Absence de réponse (demande de modification d'information, demande de soumission de justificatifs supplémentaire) aux demandes de l'Ambassade dans les indiqués
- Changement d'avis après une demande de dossier

L'Utilisateur n'est remboursé qu'en cas d'erreur de manipulation (clôture, rejet ou abandon involontaire) de l'Ambassade. Dans ces cas, un remboursement sera directement effectué sur son compte bancaire

## ARTICLE 6 : Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur est responsable des risques liés à l'utilisation de son identifiant de connexion et de son mot de passe.

Le mot de passe de l'Utilisateur doit rester secret. En cas de divulgation de mot de passe, le Commanditaire et l'Éditeur déclinent toute responsabilité.

L'Utilisateur assume l'entière responsabilité de l'utilisation qu'il fait des informations et contenus présents sur le site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org).

Tout usage du service par l'Utilisateur ayant directement ou indirectement pour conséquence des dommages doit faire l'objet d'une indemnisation au profit du site.

Le site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) permet aux membres de :

- Gérer son espace personnel
- Faire et suivre ses démarches administratives
- Payer en ligne les frais de dossiers
- S'inscrire aux activités proposées par l'ambassade
- Solliciter par mail l'Ambassade

Le membre s'engage à tenir des propos respectueux des autres et de la loi et accepte que ces publications soient modérées ou refusées par l'Éditeur, sans obligation de justification.

Le membre s'engage à fournir des informations correctes au Commanditaire (l'Ambassade).

En fournissant ses informations ou/et documents sur le site, l'Utilisateur ou le Membre accepte que ses informations et données soient conservées et utilisées à bon escient par le Commanditaire et l'Éditeur.

En cas de non-respect des règles, Le Commanditaire directement ou à travers l'Éditeur se réserve le droit de modérer ou de supprimer librement et à tout moment les contenus mis en ligne par les utilisateurs, et ce sans justification ; ou le compte de l'Utilisateur si pas de retour à l'ordre de ce dernier.

## ARTICLE 7 : Responsabilité du Commanditaire

Tout dysfonctionnement du serveur ou du réseau ne peut engager la responsabilité du Commanditaire.

De même, la responsabilité de l'Éditeur ne peut être engagée en cas de force majeure ou du fait imprévisible et insurmontable d'un tiers.

L'Éditeur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la sécurité et la confidentialité des données. Toutefois, ils n'apportent pas une garantie de sécurité totale.

Le Commanditaire se réserve la faculté d'une non-garantie de la fiabilité des sources, bien que les informations diffusées sur le site soient réputées fiables.

## ARTICLE 8 : Responsabilité de l'Éditeur

Tout dysfonctionnement du serveur ou du réseau ne peut engager la responsabilité de l'Éditeur.

L'Éditeur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens qui lui sont accordés par le Commanditaire pour garantir la sécurité et la confidentialité des données. Toutefois, ils n'apportent pas une garantie de sécurité totale et n'est pas responsable des contenus du site et des données des Utilisateurs.

L'Éditeur se réserve la faculté d'une non-garantie de la fiabilité des sources, bien que les informations diffusées sur le site soient réputées fiables.

L'Éditeur intervient à titre de prestataire de service et n'est à cet effet pas responsable des données communiquées par l'Utilisateur. Il a pour mission d'assurer la gestion et la maintenance de l'infrastructure et de la solution. Le Commanditaire est le seul responsable des données hébergées par les 2 sites.

## ARTICLE 9 : Propriété intellectuelle

Les contenus du site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) (logos, textes, éléments graphiques, vidéos, etc.) sont protégés par le droit d'auteur, en vertu du Code de la propriété intellectuelle.

L'Utilisateur devra obtenir l'autorisation du Commanditaire ou de l'Éditeur des sites avant toute reproduction, copie ou publication de ces différents contenus.

Ces derniers peuvent être utilisés par les utilisateurs à des fins privées ; tout usage commercial est interdit.

L'Utilisateur est entièrement responsable de tout contenu qu'il met en ligne et il s'engage à ne pas porter atteinte à un tiers.

Le Commanditaire directement ou à travers l'Éditeur se réserve le droit de modérer ou de supprimer librement et à tout moment les contenus mis en ligne par les utilisateurs, et ce sans justification.

## ARTICLE 10 : Données personnelles

L'Utilisateur doit obligatoirement fournir des informations personnelles pour procéder à son inscription sur le site.

Les informations de l'Utilisateur pourront notamment être utilisées par le site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) pour la communication d'informations diverses et la gestion de son compte, ainsi que pour le traitement de ses demandes.

L'éditeur du site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) garantit le respect de la vie privée de l'Utilisateur, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En vertu des articles 39 et 40 de la loi en date du 6 janvier 1978, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. L'Utilisateur exerce ce droit via :

- Son espace personnel sur le site ;
- Un formulaire de contact ;
- Par mail à [ekaidi@ambaguinee.org](mailto:ekaidi@ambaguinee.org) ;
- Par voie postale à l'adresse de son ambassade.

## ARTICLE 11 : Liens hypertextes

Les domaines vers lesquels mènent les liens hypertextes présents sur le site n'engagent ni la responsabilité du Commanditaire, ni celle de l'Éditeur de [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org), qui n'ont pas de contrôle sur ces liens.

Il est possible pour un tiers de créer un lien vers une page du site [citoyens.ambaguinee.org](http://citoyens.ambaguinee.org) sans autorisation expresse du Commanditaire et de l'Éditeur.

## ARTICLE 12 : Évolution des conditions générales d'utilisation

Le Commanditaire et l'Éditeur se réservent le droit de modifier les clauses des conditions générales d'utilisation à tout moment et sans justification.

## ARTICLE 13 : Durée du contrat

La durée du présent contrat est indéterminée. Le contrat produit ses effets à l'égard de l'Utilisateur à compter du début de l'utilisation du service.

## ARTICLE 14 : Droit applicable et juridiction compétente

Le présent contrat dépend de la législation française.

En cas de litige non résolu à l'amiable entre l'Utilisateur et le Commanditaire ou l'Éditeur, les tribunaux de Paris sont compétents pour régler le contentieux.